

# Journalisme et éthique

Pierre Bourdieu

*sociologue*

*Collège de France*

Lorsque, il y a deux ou trois ans à Carcans, nous étions quelques-uns, dont Patrick Champagne et Patrick Pépin, à discuter sur la nécessité d'une collaboration entre chercheurs et journalistes, je n'aurais pas espéré que nous aurions si vite l'occasion de voir la création d'un centre de recherche sur le journalisme comme celui-ci.

Ma contribution à la création de ce centre pourrait être simplement de soumettre quelques questions à la discussion des participants à ce colloque. Il est important qu'un groupe, quel qu'il soit, et plus particulièrement un groupe dont les responsabilités sont aussi importantes que celui des journalistes, se pose explicitement le problème de l'éthique et s'efforce d'élaborer sa propre déontologie. Cela dit, au risque de paraître un peu rabat-joie, mais c'est souvent le rôle du sociologue, je dois rappeler qu'une éthique en l'air, non enracinée dans une connaissance des pratiques réelles, a de bonnes chances de fournir seulement des instruments d'auto-justification, pour ne pas dire d'auto-mystification. Et il est vrai que, souvent, le discours éthique a surtout pour effet de permettre à un groupe de se donner bonne conscience tout en donnant de lui-même une bonne image. C'est pourquoi il me faut mettre en garde contre le danger de déplacement ou de détournement que

l'on opère aussi longtemps que l'on fait croire (et que l'on se fait croire) qu'on peut poser en termes de "conscience" et de "volonté", et même de conscience individuelle et de volonté individuelle (ce sont les deux présupposés de toute éthique), des problèmes qui ne dépendent en réalité que très peu des consciences et des volontés mais dont la solution repose sur l'efficacité de mécanismes sociaux.

Le rôle de la science sociale est de rappeler l'existence de ces mécanismes, non pour désespérer les consciences et les volontés mais, au contraire, pour leur donner un peu de liberté réelle par rapport aux mécanismes auxquels elles sont soumises. Chaque profession produit une idéologie professionnelle, une représentation plus ou moins idéale et mythifiée d'elle-même, le groupe des journalistes comme tous les autres. La fonction du sociologue est, selon moi, d'aider autant qu'il se peut à ce travail un peu désenchanté. Ce n'est pas toujours ainsi que ceux qui se donnent le nom de sociologue entendent leur profession. Et il y a des sociologies du journalisme qui, parce qu'elles sont trop impliquées dans le jeu journalistique, renvoient aux journalistes l'image d'eux-mêmes qu'ils veulent avoir, juste un tout petit peu corrigée pour lui donner des allures savantes. La sociologie telle que je la conçois, et que j'ai appliquée au monde universitaire (dans *Homo Academicus*), ce qui m'a valu quelques désagréments, doit soumettre à la critique objective les discours que les groupes tiennent à propos de leurs pratiques, au lieu de se contenter de les enregistrer, sans plus, et de leur donner ainsi les apparences d'une ratification scientifique. Et l'une des premières tâches serait d'analyser les discours que les journalistes tiennent sur eux-mêmes ainsi que ceux que certains "sociologues" tiennent sur les journalistes avec leur approbation ou leurs applaudissements.

Ce scepticisme, pour ne pas dire ce doute radical, à l'égard des professions de foi éthiques, ne signifie pas que rien n'est possible. Mais il est important de distinguer, selon le vieux précepte stoïcien, ce qui dépend de nous et ce qui ne dépend pas de nous ; cela au moins pour éviter d'abandonner et d'imputer aux individus des responsabilités trop évidemment démesurées. Au lieu de faire de la morale et d'en appeler aux consciences et aux volontés, on peut demander au groupe de créer les conditions

« L'une des premières tâches serait d'analyser les discours que les journalistes tiennent sur eux-mêmes ainsi que ceux que certains "sociologues" tiennent sur les journalistes »

dans lesquelles ses membres auront plus de chances de se conduire moralement. Pour justifier ce changement de langage et de perspective, je voudrais faire ici référence à Machiavel qui disait à peu près que la République est un régime dans lequel les citoyens ont intérêt à la vertu, parce que la vertu y a plus de chances d'être récompensée. Il faudrait, pour compléter et corriger Machiavel, citer aussi Aristote disant que « *La vertu veut une certaine aisance* ». Bref, il faut prendre acte des conditions sociales (et économiques), positives et négatives, de l'exercice de l'éthique, et, si l'on veut vraiment les conduites morales que l'on appelle, refuser de se contenter de prêcher (en se plaignant, à l'occasion, de prêcher dans le désert, avec les profits corrélatifs de "belle âme") et travailler pratiquement à instaurer les conditions économiques et sociales propres à donner toute son efficacité à la prédication éthique. Bref, il faut, sous peine de pharisaïsme, travailler à créer dans l'organisation même de l'ordre public, les conditions de possibilité d'une vertu civile, dont le journalisme est un des lieux d'exercice privilégiés, parce que, comme je le crois, il est un service public. La seule question est de savoir comment faire pour que les journalistes, qu'ils soient ou ne soient pas disposés à la vertu, aient intérêt à être journalistiquement vertueux et qu'ils conçoivent le service public qui leur incombe comme un véritable service du public au lieu de le réduire à la pure et simple soumission au public, c'est-à-dire au marché, à la loi de l'audimat. Ou pour aller vers une formulation plus proche de la pratique : comment renforcer les contraintes que l'on peut appeler "vertueuses", c'est-à-dire celles qui poussent à la vertu, et comment affaiblir, en les débusquant pour les contrecarrer, les contraintes "vicieuses", c'est-à-dire celles qui poussent à la faute ou à l'erreur ?

Avant d'entrer dans la recherche des principes pratiques d'action, je voudrais faire quelques rappels théoriques qui me semblent nécessaires pour essayer au moins de convaincre que

« Les journalistes sont très susceptibles et supportent relativement mal l'analyse (particulièrement mal même, sans doute parce qu'il s'agit d'un milieu à la fois puissant et fragile, faible et menacé) »

l'on peut parler du journalisme dans un langage qui ne soit pas celui de la "critique" ou du "procès". Les journalistes sont très susceptibles et supportent relativement mal l'analyse (particulièrement mal même, sans doute parce qu'il s'agit d'un milieu à la fois puissant et fragile, faible, menacé). Il n'y a pas de milieu qui aime à être objectivé. Le sociologue est

mal vu parce qu'il dit des choses qu'on ne veut pas savoir (et pas seulement, comme les bons journalistes, des choses qu'il est difficile de savoir parce qu'elles sont cachées ou secrètes).

Voilà pourquoi ce n'est pas sans crainte d'être mal entendu que je vais me livrer (rapidement) à un petit exercice d'objectivation. L'univers journalistique est ce que j'appelle un champ relativement autonome, c'est-à-dire un espace de jeu où les gens jouent selon des règles particulières, ou, plus exactement, des régularités spécifiques — ce n'est pas exactement la même chose — différentes par exemple de celles du jeu scientifique ; un microcosme dans lequel ils développent des intérêts spécifiques, qui sont au principe de luttes spécifiques, dont les plus typiques sont les luttes de priorité. Mais si le journaliste et le physicien, que tout sépare en apparence, ont en commun qu'il faut arriver le premier (pour diffuser une nouvelle ou pour annoncer une découverte), le contrôle des moyens qui peuvent être mis en œuvre pour triompher est beaucoup plus strict dans le champ scientifique, qui est beaucoup mieux protégé et protège donc beaucoup mieux contre les tentatives et la tentation de la falsification. Le jeu journalistique a donc une logique propre qui fait qu'on ne peut comprendre complètement les actes d'un journaliste quel qu'il soit si on ne réfère pas ce qu'il fait à l'espace du journalisme, c'est-à-dire à l'ensemble des relations qui l'unissent à tous les autres journalistes. On peut voir un exemple de ces effets de champ dans le fait que, quand un des organes de presse qui comptent, c'est-à-dire qui ont du poids dans le champ, traite un sujet, tous les autres sont obligés d'en parler. Ou encore dans le fait que, la structure du champ journalistique ayant été profondément modifiée par l'intrusion de la télévision et, avec elle, de l'audimat, les effets de ce changement se sont fait sentir jusque dans les régions les plus autonomes de ce champ, jusqu'au *Monde* et à *France Culture* par exemple.

Une des propriétés les plus importantes du jeu journalistique réside dans sa faible autonomie — en comparaison, par exemple, avec le champ scientifique — c'est-à-dire dans le fait qu'il est fortement soumis à des contraintes externes comme celles que font peser, directement ou indirectement, les annonceurs, les sources et aussi la politique.

Le champ journalistique est structuré comme la plupart des champs de production culturelle (par exemple le champ artis-

« Une des propriétés les plus importantes du jeu journalistique réside dans sa faible autonomie »

tique depuis la révolution impressionniste), autour de l'opposition entre, pour aller vite, "le pur" et "le commercial", entre ceux qui mettent la politique étrangère en tête, qui valorisent le commentaire, etc., et ceux qui se plient à la demande en offrant du national ou du local et surtout du sensationnel et du sensible, et cela avec les apparences de la vertu puisque, si l'on accepte la logique du plébiscite, on peut voir dans ce choix les apparences d'une soumission démocratique aux attentes du plus grand nombre.

Du fait de l'irruption de la télévision, le pôle le plus hétéronome d'un champ déjà relativement peu autonome s'est trouvé renforcé au point d'être en mesure d'imposer la loi de l'hétéronomie à l'ensemble du champ (du fait du poids de la télévision sur la logique économique du champ journalistique mais aussi sur les stratégies des journaux et des journalistes – dont témoigne par exemple la capacité croissante de la télévision, elle-même déterminée par l'audimat et le sondage, à déterminer l'ordre du jour des journaux ou le fait que les journaux font une place de plus en plus grande à tout ce qui touche à la télévision et à ses programmes).

Armé de cette analyse, on peut tenter d'élever la propension collective à la vertu en essayant d'agir en vue de renforcer les contraintes vertueuses, c'est-à-dire les mécanismes qui tendent à imposer le respect des règles constitutives du jeu, ou, plus profondément, en vue de renforcer la spécificité et l'efficacité de ces règles en travaillant à renforcer l'autonomie du champ journalistique, notamment par rapport à l'audimat. Il va de soi que tous les journalistes n'ont pas également intérêt à ce renforcement. Tout permet de supposer que la propension à agir en faveur d'une action visant à renforcer l'autonomie à l'égard de tous les pouvoirs externes dépend du degré d'autonomie des différents journalistes (qui peut se mesurer).

De façon générale, l'univers journalistique étant relativement peu autonome, toute action visant à instaurer les conditions favorables à la vertu trouvera moins qu'ailleurs des appuis dans la logique interne du milieu : les censures externes y sont beaucoup plus puissantes (à des degrés différents selon la position dans le champ) que les censures internes, imposées par le respect des règles et des valeurs impliquées dans l'idéal de l'autonomie. Les premières s'exercent à travers les incertitudes, faciles à transformer en menaces, liées à l'insécurité de l'emploi qui mettent les jeunes journalistes devant l'alternative de disparaître très vite ou

de faire leur trou en essayant de faire des "coups", c'est-à-dire bien souvent en acceptant de transgresser les normes de la déontologie journalistique, ou de se résigner à la soumission désenchantée ou au "fayotage" cynique ou désespéré. Pareille conjoncture ne peut que renforcer l'arbitraire des "chefs" qui, souvent promus pour leur opportunisme et leur soumission, trouvent un autre renforcement dans la pression de l'audimat qui donne raison, en apparence, à leur démission et à leur cynisme.

Pour que le poids des censures internes se renforce par rapport aux censures externes, il faudrait que le collectif des journalistes s'institue en instance efficace de jugement critique, capable d'opposer à l'audimat sa légitimité spécifique.

Il faudrait essayer de concevoir quelque chose comme une instance de régulation des entrées dans la profession capable de protéger le corps contre l'intrusion de gens qui n'accepteraient pas certaines règles du jeu, ou ne seraient pas en état de les accepter. (Il ne suffit pas de faire prêter aux journalistes une sorte de serment d'Hippocrate ; il faut qu'ils soient en mesure de respecter effectivement les règles). Mais, il

faudrait travailler surtout au renforcement des censures croisées. Les champs les plus autonomes, comme le champ des mathématiciens par exemple, sont réglés moins par des instances du type "ordre professionnel" que par la pratique de la critique mutuelle. Or, ce qui frappe, c'est la propension du milieu journalistique à

accorder son indulgence aux scandales spécifiques, c'est-à-dire à des actes qui sont des transgressions évidentes des règles officielles du métier. Il faudrait analyser les fonctions sociales de cette espèce de "loi du milieu" qui fait qu'"on n'attaque pas les concurrents". Pour des raisons que je ne comprends pas bien, le milieu journalistique refuse la critique mutuelle qui se pratique dans tous les champs de production culturelle et sur laquelle reposent tous les progrès de la science, de l'art, de la littérature. Mis à part *Le Canard enchaîné* (et encore, il ne le fait que très rarement et en mettant des formes), les journaux ne publient pas le cinquantième des informations qu'ils ont sur leurs concurrents et il est très rare que le milieu journalistique engendre des polémiques qui, à mon avis, feraient progresser l'autonomie, et dans lesquelles s'inventerait et s'exercerait une vraie déontologie pra-

« Il ne suffit pas de faire prêter aux journalistes une sorte de serment d'Hippocrate ; il faut qu'ils soient en mesure de respecter effectivement les règles »

« Les "Guignols de l'info" comblent probablement une lacune dans la mesure où ils disent ce que beaucoup de gens pensent dans le milieu » tique (et non pas théorique et programmatique). Les "Guignols de l'info" comblent probablement une lacune dans la mesure où ils disent ce que beaucoup de gens pensent dans le milieu sans être en état de le faire savoir (sauf en privé).

On ne peut donc attendre un renforcement durable du camp de la morale journalistique que d'un renforcement de la critique interne et aussi de la critique externe, et en particulier d'une analyse sociologique objectivante à laquelle les journalistes ont d'autant plus intérêt (même s'ils croient souvent le contraire) qu'ils sont plus proches du pôle autonome. Les journalistes ne sont pas seuls concernés. Les artistes, les écrivains et les savants, mais aussi les hommes politiques, et à travers tous ceux-là, l'ensemble des citoyens ont intérêt à ce renforcement des conditions sociales de la vertu journalistique. Étant donné le poids déterminant que le journalisme fait peser aujourd'hui sur tous les champs spécialisés (que l'on pense au droit et à la magistrature, ou à la médecine, sans parler de la culture), le champ journalistique a la possibilité d'imposer à tous les champs ce qui lui est à lui-même imposé du dehors.

Je pense par exemple à la critique dont l'indépendance est une des conditions majeures de l'autonomie des univers de production culturelle (littérature, art, science, etc.). Il faudrait analyser les contraintes sous lesquelles travaillent les gens qui ont la responsabilité de verdicts qui pèsent sur la production littéraire, artistique, scientifique même, à travers notamment la contribution qu'ils apportent à la réussite (ou à l'échec) mesurée au nombre de ventes, dont les éditeurs prennent acte, de plus en plus, dans leurs choix de publication, etc. Seule une connaissance rigoureuse de tous ces mécanismes peut fonder une action visant à éviter que la logique du plébiscite ne s'impose, par la médiation des journalistes et des succès médiatiques, à des univers qui se sont construits contre cette logique comme le monde scientifique, le monde littéraire ou le monde artistique.

Loin d'enfoncer et d'enfermer les groupes sociaux dans les déterminismes qu'elle porte au jour, la sociologie donne des instruments pour s'arracher un peu à ces déterminismes. Autrement dit, loin de désespérer les journalistes, la science sociale, parce qu'elle élève la connaissance et la conscience des contraintes, élève du même coup les chances de liberté à l'égard de ces contraintes. Ce qu'il faut par dessus tout souhaiter, c'est la

constitution de lieux où les journalistes travailleraient à s'analyser collectivement et objectivement avec l'assistance de spécialistes (dont l'intervention paraît indispensable pour obliger et aider à pousser l'analyse jusqu'au bout, sans concessions ni complaisance). Je pense en effet que le progrès de la connaissance des contraintes qui pèsent sur les journalistes et la diffusion de cette connaissance ne pourraient que faire progresser la liberté des journalistes, c'est-à-dire leur volonté et surtout leur capacité de résister réellement aux mécanismes qui déterminent leur pratique professionnelle ■